

Unité départementale des Alpes Maritimes et du Var  
Tour Hermès  
64-66 Route de Grenoble  
06200 Nice

Nice, le 24/04/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 04/12/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**KERRY FLAVOURS FRANCE SAS**

**QUARTIER SAINTE MARGUERITE**

Usine du Plan de Grasse CD304

06130 Grasse

Références : 2026\_20

Code AIOT : 0006400337

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/12/2025 dans l'établissement KERRY FLAVOURS FRANCE SAS implanté QUARTIER SAINTE MARGUERITE Usine du Plan de Grasse CD304 06130 Grasse. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'inscrit dans le cadre d'une action nationale relative aux PFAS contenus dans les mousses incendies ainsi que d'une action nationale sur les équipements de combustion. Elle intervient par ailleurs à la suite d'une plainte portant sur des rejets en milieu naturel.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- KERRY FLAVOURS FRANCE SAS

- QUARTIER SAINTE MARGUERITE Usine du Plan de Grasse CD304 06130 Grasse
- Code AIOT : 0006400337
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

La société KERRY FLAVOURS SAS (ci-après KERRY) exploite sur la zone industrielle du Plan, à Grasse (06) un établissement de fabrication d'arômes à destination de l'industrie agroalimentaire.

Cet établissement est une installation classée pour la protection de l'environnement Seveso Seuil bas et son exploitation est soumise à autorisation par l'arrêté préfectoral du 7 décembre 2000 modifié par différents arrêtés préfectoraux.

#### **Contexte de l'inspection :**

- Inspection généraliste produits chimiques
- Plainte

#### **Thèmes de l'inspection :**

- AN25 Combustion

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à

Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Interdiction des PFOS	Règlement européen du 20/06/2019, article Annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
2	Interdiction des PFHxS	Règlement européen du 20/06/2019, article article Annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
3	Interdiction à venir du PFOA	Règlement européen du 20/06/2019, article article Annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
4	Interdiction à venir des PFCA C9-C14	Règlement européen du 18/12/2006, article article Entrée 68 de l'annexe XVII du règlement REACH (1907/2006)	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
5	Interdiction à venir du PFHxA	Règlement européen du 18/12/2006, article article Entrée 79 de l'annexe XVII du règlement REACH (1907/2006)	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
8	Registre MCP	Code de l'environnement du	Demande d'action corrective	8 jours

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
		18/12/2018, article R. 515-114, R. 515-115 et R.515-116		

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
6	Fiche de données de sécurité (FDS)	Règlement européen du 18/12/2006, article 31	Sans objet
7	Rubriques de la Fiche de données de sécurité (FDS)	Règlement européen du 18/12/2006, article 31.6	Sans objet
9	Combustible	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.2.1	Sans objet
10	Contrôle périodique	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 1.1.2	Sans objet
11	Evaluation de la conformité aux VLE	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.3.VI	Sans objet
12	Livret de chaufferie	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.7	Sans objet
13	Efficacité énergétique	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 3.9	Sans objet
14	Classement des installations de combustion	Arrêté Préfectoral du 06/03/2024, article 1.2	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection n'a mis en évidence aucune non conformité. L'exploitant respecte ses obligations réglementaires actuelles et à venir, avec des actions déjà engagées pour s'y conformer. Des investissements ont été réalisés afin de limiter l'impact des rejets, notamment olfactifs, et des analyses régulières garantissent le respect des valeurs limites d'émission.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Interdiction des PFOS**

**Référence réglementaire :** Règlement européen du 20/06/2019, article Annexe I du règlement

**Prescription contrôlée :**

## Article 3 :

1. La fabrication, la mise sur le marché et l'utilisation des substances qui figurent sur la liste de l'annexe I soit en tant que telles, soit dans des mélanges, soit dans des articles, sont interdites, sous réserve de l'article 4.

## Article 4 :

1. L'article 3 n'est pas applicable dans les cas suivants:

[...]

b) lorsqu'il s'agit d'une substance présente dans des substances, mélanges ou articles sous forme de contaminant non intentionnel à l'état de trace, tel que précisé dans les entrées pertinentes des annexes I et II.

Annexe I : 1. Aux fins de cette entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique aux SPFO en concentration égale ou inférieure à 10 mg/kg (0,001 % en masse) dans des substances ou des mélanges.

**Constats :**

L'exploitant indique que les extincteurs ne contiennent pas de PFOS.

Les deux types d'additifs présents dans les extincteurs sont de type C6, BSX233 et SC6 .

Une analyse des mousses pour la lutte contre les incendies a été transmise avec les fiches de données sécurité des extincteurs. Celle-ci indique qu'il y a moins de 1µg/kg de PFOS et de PFOA dans les mousses utilisées. Par ailleurs les FDS n'indique pas la présence de PFOS.

Cependant aucune analyse n'a été réalisée sur les émulseurs (hors extincteurs).

L'absence de mention dans les FDS, ne suffit pas pour acter l'absence de ces substances dans ces derniers.

Afin de déterminer la présence ou l'absence de ces substances il est nécessaire que l'exploitant réalise une analyse des émulseurs (hors extincteurs).

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant réalise une analyse portant sur la liste des PFAS indiqués ci-dessous dans un délai de 6 mois. Les résultats de cette analyse devront être transmis à l'inspection dès réception.

Nom	Abréviation	N°CAS
Acideperfluorooctane sulfonique	PFOS	1763-23-1
Acideperfluorooctanoïque	PFOA	335-67-1
Acideperfluorononanoïque	PFNA(PFCA C9)	375-95-1

Acideperfluorodécanoïque	PFDA(PFCA C10)	335-76-2
Acideperfluoroundécanoïque	PFUnDA; PFUnA (PFCA C11)	2058-94-8
Acideperfluorododécanoïque	PFDODA; PFDaA (PFCA C12)	307-55-1
Acideperfluorotridécanoïque	PFTTrDA; PFTTrA (PFCA C13)	72629-94-8
Acideperfluorotétradécanoïque	PFTDA(PFCA C14)	376-06-7
Acideperfluorohexane sulfonique	PFHxS	355-46-4
Acideperfluorohexanoïque	PFHxA	307-24-4
Acideperfluoroheptanoïque	PFHpA	375-85-9
Acideperfluoroheptane sulfonique	PFHpS	375-92-8
Acideperfluorononane sulfonique	PFNS	68259-12-1
Acideperfluorodecane sulfonique	PFDS	335-77-3
Acideperfluoroundécane sulfonique	PFUnDS	749786-16-1
Acideperfluorododécane sulfonique	PFDaDS	79780-39-5
Acideperfluorotridécane sulfonique	PFTTrDS	791563-89-8
6 : 2 Fluorotélomère sulfonamide betaine	6:2FTAB	34455-29-3
1 H , 1 H , 2 H , 2 H - perfluorooctanesulfonate	6:2FTS	27619-97-2
6 : 2 Fluorotélomère sulfonamido propyl dimethyl amine	6:2FTSaAm	34455-22-6

1 H , 1 H , 2 H , 2 H - perfluorodecanesulfonate	8:2FTS	39108-34-4
8 : 2 Fluorotélomère sulfonamide betaine	8:2FTAB	34455-21-5
1 H , 1 H , 2 H , 2 H - perfluorohexanesulfonate	4:2FTS	757124-72-4
Perfluorooctanesulfonamide	PFOSA	754-91-6
N-Methylperfluorooctane sulfonamide	MePFOSA	31506-32-8
Heptafluorobutanoicacid	PFBA	375-22-4
Nonafluoropentanoicacid	PFPeA	2706-90-3
Nonafluorobutane-1- sulfonicacid	PFBS	375-73-5
Undecafluoropentane-1- sulfonicacid	PFPeS	2706-91-4
3,3,4,4,5,5,6,6,7,7,8,8,9,9,10,10,11,11,12,12,12 - Henicosafuorododecane-1- sulfonicacid	10:2FTSA	120226-60-0

Les analyses sont réalisées avec la méthode pré et post TOP Assay, qui consiste en une première recherche des composés précités, une oxydation de l'échantillon et une deuxième recherche des composés post oxydation. Les paramètres AOF et fluor total sont également analysés pour estimer de la quantité totale de substances PFAS présente dans l'émulseur.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 6 mois

## N° 2 : Interdiction des PFHxS

**Référence réglementaire :** Règlement européen du 20/06/2019, article article Annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, PFAS dans les mousses anti-incendie

**Prescription contrôlée :**

Article 3 :

1. La fabrication, la mise sur le marché et l'utilisation des substances qui figurent sur la liste de l'annexe I soit en tant que telles, soit dans des mélanges, soit dans des articles, sont interdites, sous réserve de l'article 4.

sous réserve de l'article 4.

**Article 4 :**

1. L'article 3 n'est pas applicable dans les cas suivants:

[...]

b) lorsqu'il s'agit d'une substance présente dans des substances, mélanges ou articles sous forme de contaminant non intentionnel à l'état de trace, tel que précisé dans les entrées pertinentes des annexes I et II.

Annexe I - 3. Aux fins de cette entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique aux concentrations de PFHxS, de ses sels et de composés apparentés au PFHxS égales ou inférieures à 0,1 mg/kg (0,00001 % en masse) lorsqu'elles sont présentes dans des mélanges concentrés de mousses anti-incendie qui sont destinés à être utilisés ou sont utilisés dans la production d'autres mélanges de mousses anti-incendie.

**Constats :**

Les extincteurs du site contiennent de l'acide perfluorohexane sulfonique (PFHxS).

Tous les extincteurs sont remplacés au fur et à mesure des dates de péremption. Ils sont remplacés par des extincteurs sans fluors.

La fin du remplacement des 253 extincteurs présents sur site est prévue pour 2030. Un plan est en cours d'élaboration pour définir l'organisation du remplacement et du traitement de ces produits avec le prestataire (DOUMERGUE INCENDIE).

Cependant aucune analyse n'a été réalisée sur les émulseurs (hors extincteurs).

L'absence de mention dans les FDS, ne suffit pas pour acter l'absence de ces substances dans ces derniers.

Afin de déterminer la présence ou l'absence de ces substances il est nécessaire que l'exploitant réalise l'analyse précitée au point de contrôle n°1.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 6 mois

**N° 3 : Interdiction à venir du PFOA**

**Référence réglementaire :** Règlement européen du 20/06/2019, article article Annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, PFAS dans les mousses anti-incendie

**Prescription contrôlée :**

**Article 3 :**

1. La fabrication, la mise sur le marché et l'utilisation des substances qui figurent sur la liste de l'annexe I soit en tant que telles, soit dans des mélanges, soit dans des articles, sont interdites, sous réserve de l'article 4.

**Article 4 :**



<p>1. L'article 3 n'est pas applicable dans les cas suivants: [...]</p> <p>b) lorsqu'il s'agit d'une substance présente dans des substances, mélanges ou articles sous forme de contaminant non intentionnel à l'état de trace, tel que précisé dans les entrées pertinentes des annexes I et II.</p> <p>Annexe I</p> <p>1. Aux fins de cette entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique au PFOA ou à ses sels en concentration inférieure ou égale à 0,025 mg/kg (0,0000025 % en masse) dans des substances, des mélanges ou des articles. 2. Aux fins de cette entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique à tout composé apparenté au PFOA ou à toute combinaison de tels composés en concentration inférieure ou égale à 1 mg/kg (0,0001 % en masse) dans des substances, des mélanges ou des articles.</p> <p>6. Par dérogation, l'utilisation du PFOA, de ses sels et des composés apparentés au PFOA est autorisée, jusqu'au 4 juillet 2025, dans la mousse anti-incendie destinée à la suppression des vapeurs de combustibles liquides et à la lutte contre les feux de combustibles liquides (feux de classe B) qui est déjà contenue dans les systèmes, qu'ils soient mobiles ou fixes, sous réserve des conditions suivantes: a) les mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir du PFOA, ses sels et/ou des composés apparentés au PFOA ne sont pas utilisées pour la formation; b) les mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir du PFOA, ses sels et/ou des composés apparentés au PFOA ne sont pas utilisées pour les essais, sauf si tous les rejets sont contenus; c) à partir du 1er janvier 2023, les utilisations de mousses anti-incendie contenant ou pouvant contenir du PFOA, ses sels et/ou des composés apparentés au PFOA ne sont autorisées que sur les sites où il est possible de contenir tous les rejets; d) les stocks de mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir du PFOA, ses sels et/ou des composés apparentés au PFOA sont gérés conformément aux dispositions de l'article 5.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant indique que les extincteurs ne contiennent pas de PFOA. Les deux types d'additifs présents dans les extincteurs sont de type C6, BSX233 et SC6. Cependant aucune analyse n'a été réalisée sur les émulseurs (hors extincteurs).</p> <p>L'absence de mention dans les FDS, ne suffit pas pour acter l'absence de ces substances dans ces derniers.</p> <p>Afin de déterminer la présence ou l'absence de ces substances il est nécessaire que l'exploitant réalise l'analyse précitée au point de contrôle n°1.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

**N° 4 : Interdiction à venir des PFCA C9-C14**

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article article Entrée 68 de l'annexe XVII du règlement REACH (1907/2006)
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, PFAS dans les mousses anti-incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>

5. Par dérogation au point 2, l'utilisation des PFCA en C9-C14, de leurs sels et des substances apparentées au PFCA en C9-C14 est autorisée jusqu'au 4 juillet 2025 pour: [...] iv) la mousse anti-incendie destinée à la suppression des vapeurs de combustibles liquides et à la lutte contre les feux de combustibles liquides (feux de classe B) qui est déjà contenue dans les systèmes, qu'ils soient mobiles ou fixes, sous réserve des conditions suivantes :

- les mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir des PFCA en C9-C14, leurs sels et des substances apparentées aux PFCA en C9-C14 ne sont pas utilisées pour la formation ;
- les mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir des PFCA en C9-C14, leurs sels et des substances apparentées aux PFCA en C9-C14 ne sont pas utilisées pour les essais, sauf si tous les rejets sont contenus ;
- à partir du 1er janvier 2023, les utilisations de mousses anti-incendie contenant ou pouvant contenir des PFCA en C9-C14, leurs sels et des substances apparentées aux PFCA en C9-C14 ne sont autorisées que sur les sites où il est possible de contenir tous les rejets ;
- les stocks de mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir des PFCA en C9-C14, leurs sels et des substances apparentées aux PFCA en C9-C14 sont gérés conformément à l'article 5 du règlement (UE) 2019/1021.

#### Constats :

L'exploitant indique que les extincteurs ne contiennent pas de PFCA.  
Les deux types d'additifs présents dans les extincteurs sont de type C6, BSX233 et SC6.  
Pendant aucune analyse n'a été réalisée sur les émulseurs (hors extincteurs).

L'absence de mention dans les FDS, ne suffit pas pour acter l'absence de ces substances dans ces derniers.

Afin de déterminer la présence ou l'absence de ces substances il est nécessaire que l'exploitant réalise l'analyse précitée au point de contrôle n°1.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 6 mois

#### N° 5 : Interdiction à venir du PFHxA

**Référence réglementaire :** Règlement européen du 18/12/2006, article article Entrée 79 de l'annexe XVII du règlement REACH (1907/2006)

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, PFAS dans les mousses anti-incendie

#### Prescription contrôlée :

4. Ne doivent pas, à partir du 10 avril 2026, être mis sur le marché, ou utilisés, à une concentration égale ou supérieure à 25 ppb pour la somme du PFHxA et de ses sels, ou à 1 000 ppb pour la somme des substances apparentées au PFHxA, mesurées dans un matériau homogène, dans :

- a) les mousses et concentrés de mousse anti-incendie destinés à l'entraînement et aux essais, à l'exception des essais fonctionnels des systèmes de lutte contre l'incendie, à condition que toutes les émissions soient contenues ;
- b) les mousses et concentrés de mousse anti-incendie destinés aux services publics d'incendie, sauf lorsque ces services interviennent sur des incendies industriels dans des établissements relevant de la directive 2012/18/UE du Parlement européen et du Conseil(\*31) et qu'ils n'utilisent

<p>les mousses et les équipements qu'à cette fin.</p> <p>5. Ne doivent pas, à partir du 10 octobre 2029, être mis sur le marché, ou utilisés, dans les mousses et concentrés de mousse anti-incendie pour l'aviation civile (y compris dans les aéroports civils) à une concentration égale ou supérieure à 25 ppb pour la somme du PFHxA et de ses sels, ou à 1 000 ppb pour la somme des substances apparentées au PFHxA.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant indique que les extincteurs ne contiennent pas de PFHxA  Les deux types d'additifs présents dans les extincteurs sont de type C6, BSX233 et SC6 .  Cependant aucune analyse n'a été réalisée sur les émulseurs (hors extincteurs).</p> <p>L'absence de mention dans les FDS, ne suffit pas pour acter l'absence de ces substances dans ces derniers.</p> <p>Afin de déterminer la présence ou l'absence de ces substances il est nécessaire que l'exploitant réalise l'analyse précitée au point de contrôle n°1.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 6 mois</p>

**N° 6 : Fiche de données de sécurité (FDS)**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article 31</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Fiche de données de sécurité (FDS)</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Règlement (CE) no 1907/2006 REACH_ article 31.1 (Exigences relatives aux fiches de données de sécurité)</p> <p>« Le fournisseur d'une substance ou d'un mélange fournit au destinataire de la substance ou du mélange une fiche de données de sécurité établie conformément à l'annexe II :</p> <p>a) lorsqu'une substance ou un mélange répond aux critères de classification comme produit dangereux conformément au règlement (CE) n°1272/2008 ou,</p> <p>b) lorsqu'une substance est persistante, bioaccumulable et toxique ou très persistante et très bioaccumulable, conformément aux critères énoncés à l'annexe XIII, ou</p> <p>c) lorsqu'une substance est incluse dans la liste établie conformément à l'article 59, paragraphe 1, pour des raisons autres que celles visées aux points a) et b). »</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a transmis à l'inspection par mail du 3 décembre 2025 les FDS des extincteurs demandés.</p> <p>La prescription est respectée.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 7 : Rubriques de la Fiche de données de sécurité (FDS)**

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article 31.6
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Fiche de données de sécurité (FDS)
<b>Prescription contrôlée :</b>  Règlement (CE) no 1907/2006 REACH_ article 31.1 (Exigences relatives aux fiches de données de sécurité) 6. La fiche de données de sécurité est datée et contient les rubriques suivantes : 1) identification de la substance/du M3 mélange et de la société/ l'entreprise; 2) identification des dangers ; 3) composition/informations sur les composants ; 4) premiers secours ; 5) mesures de lutte contre l'incendie ; 6) mesures à prendre en cas de dispersion accidentelle ; 7) manipulation et stockage ; 8) contrôle de l'exposition/protection individuelle ; 9) propriétés physiques et chimiques ; 10) stabilité et réactivité ; 11) informations toxicologiques ; 12) informations écologiques ; 13) considérations relatives à l'élimination ; 14) informations relatives au transport ; 15) informations relatives à la réglementation ; 16) autres informations.
<b>Constats :</b>  Les FDS transmises par l'exploitant répondent à la réglementation. Elles sont structurées en 16 rubriques distinctes conformément à l'article 31.1 du règlement n° 1907/2006 REACH.  La prescription est respectée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 8 : Registre MCP**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 18/12/2018, article R. 515-114, R. 515-115 et R.515-116
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Recensement installations MCP
<b>Prescription contrôlée :</b>  R. 515-114 : I. L'exploitant d'une installation de combustion moyenne communique à l'autorité compétente les informations suivantes : - le nom et le siège social de l'exploitant et l'adresse du lieu où l'installation est implantée ; - la puissance thermique nominale de l'installation de combustion moyenne, exprimée en MW thermiques ; - le type d'installation de combustion moyenne (moteur diesel, turbine à gaz, moteur à double

combustible, autre moteur ou autre installation de combustion moyenne) ;

- le type et la proportion des combustibles utilisés, selon les catégories de combustibles établies à l'annexe II de la directive (UE) 2015/2193 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2015 relative à la limitation des émissions de certains polluants dans l'atmosphère en provenance des installations de combustion moyennes ;
- la date de début d'exploitation de l'installation de combustion moyenne ou, lorsque la date exacte de début d'exploitation est inconnue, la preuve que l'exploitation a débuté avant le 20 décembre 2018 ;
- le secteur d'activité de l'installation classée ou l'établissement dans lequel elle est exploitée (code NACE) ;
- le nombre prévu d'heures d'exploitation annuelles de l'installation de combustion moyenne et la charge moyenne en service ;
- dans le cas où l'installation de combustion moyenne fonctionne moins de 500 heures par an dans des conditions fixées par un arrêté du ministre chargé des installations classées, un engagement à ne pas dépasser cette durée maximale de fonctionnement. »

II. Ces informations sont communiquées :

1° Pour les installations mises en service avant le 20 décembre 2018 :

- au plus tard le 31 décembre 2023 pour les installations de puissance supérieure à 5 MW ;
- au plus tard le 31 décembre 2028 pour les installations de puissance supérieure ou égale à 1 MW et inférieure ou égale à 5 MW

2° Pour les autres installations, avant l'autorisation, l'enregistrement ou la déclaration mentionnés aux articles L. 512-1, L. 512-7 et L. 512-8. »

R.515-115 :

[...] Il actualise les informations demandées à l'article R. 515-114, en tenant compte, le cas échéant, des demandes de l'autorité administrative compétente.

R.515-116 :

I . Les informations prévues à l'article R. 515-114 « , le cas échéant actualisées dans les cas prévus à l'article R. 515-115, » sont communiquées à l'autorité administrative compétente par voie électronique selon des modalités définies par un arrêté du ministre chargé des installations classées.

### **Constats :**

Le jour de l'inspection l'exploitant a déclaré ne pas encore avoir réalisé sa déclaration.

Les installations exploitées ayant une puissance thermique nominale totale supérieure à 5MW, selon les dispositions du II de l'article R. 515-114 du code de l'environnement, l'exploitant aurait dû transmettre les données des installations de combustion selon les modalités de recueil de données décrites dans l'arrêté du 2 janvier 2019 avant le 31 décembre 2023.

Les dispositions relatives au recueil des données figurent sur le site internet suivant :

<https://aida.ineris.fr/inspection-icpe/air/combustion/installations-combustion-inferieures-a-50-mw>

### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de déclarer vos installations sans

délai et de me transmettre le numéro affecté à votre télédéclaration prouvant la bonne réalisation de cette transmission.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 8 jours

#### N° 9 : Combustible

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.2.1
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Contrôle du type combustible pour classement 2910-A
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les combustibles à employer correspondent à ceux figurant dans le dossier de déclaration [...] Ceux-ci ne peuvent être d'autres combustibles que ceux définis limitativement dans la nomenclature des installations classées sous la rubrique 2910-A. Le combustible est considéré dans l'état physique où il se trouve lors de son introduction dans la chambre de combustion.
<b>Constats :</b>  La chaudière principale présente une puissance thermique nominale de 4,8 MW. Elle est alimentée au gaz naturel et fonctionne plus de 500 heures par an. Une chaudière d'appoint (back-up), d'une puissance thermique nominale de 3,72 MW, également alimentée au gaz naturel, est installée. Son fonctionnement est limité à moins de 500 heures par an et intervient exclusivement en cas d'opérations de maintenance ou d'indisponibilité de la chaudière principale. Le bâtiment n°8 est équipé d'une chaudière dédiée au chauffage de l'huile thermique. Cette installation, d'une puissance thermique nominale de 0,68 MW, fonctionne plus de 500 heures par an et utilise le gaz naturel comme combustible. Le bâtiment n°15 dispose par ailleurs d'une chaudière d'une puissance thermique nominale de 0,42 MW. Celle-ci est alimentée au gaz naturel et fonctionne également plus de 500 heures par an. Un projet de valorisation énergétique par substitution partielle ou totale du gaz naturel par du biogaz est actuellement à l'étude.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 10 : Contrôle périodique

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 1.1.2
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Vérification de la réalisation du contrôle périodique
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'installation est soumise à des contrôles périodiques par des organismes agréés dans les conditions définies par les articles R. 512-55 à R. 512-60 du code de l'environnement. Ces contrôles ont pour objet de vérifier la conformité de l'installation aux prescriptions repérées dans la présente annexe par le terme " Objet du contrôle ", éventuellement modifiées par arrêté préfectoral, lorsqu'elles lui sont applicables. Le contenu de ces contrôles est précisé à la fin de chaque point de la présente annexe après la mention " Objet du contrôle". Les prescriptions dont le non-respect constitue une non-conformité majeure entraînant l'information du préfet dans les

<p>conditions prévues à l'article R. 512-59-1 sont repérées dans la présente annexe par la mention " le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure".</p> <p>Le délai maximal pour la réalisation du premier contrôle est défini à l'article R. 512-58 du code de l'environnement. L'exploitant conserve le rapport de visite que l'organisme agréé lui adresse dans le dossier installations classées prévu au point 1.4. Si le rapport fait apparaître des non-conformités aux dispositions faisant l'objet du contrôle, l'exploitant met en œuvre les actions correctives nécessaires pour y remédier. Ces actions ainsi que leurs dates de mise en œuvre sont formalisées et conservées dans le dossier susmentionné.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Comme les installations de combustion (rubrique 2910) sont comprises dans un site soumis à autorisation au titre d'une rubrique de la nomenclature ICPE, les installations n'est pas soumise au contrôle périodique.</p> <p>Néanmoins, l'inspection constate que l'entretien est correctement réalisé.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 11 : Evaluation de la conformité aux VLE**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.3.VI</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Evaluation de la conformité aux VLE</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>VI. - Les valeurs limites d'émission sont considérées comme respectées si les résultats de chacune des séries de mesures ne dépassent pas les valeurs limites d'émission.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Par sondage, l'exploitant a transmis à l'inspection le rapport de mesure des rejets atmosphériques de la chaudière principale (réf : 134673752-001-1 du 03/12/2025). Les résultats ne montrent pas de dépassement.</p> <p>L'installation est conforme.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 12 : Livret de chaufferie**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.7</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Livret de chaufferie</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les résultats des contrôles et des opérations d'entretien des installations de combustion comportant des chaudières sont portés sur le livret de chaufferie.</p>
<p><b>Constats :</b></p>

Lors de la visite l'inspection a pu constater la présence d'un livret d'entretien dans le local de la chaufferie. Celui-ci est complété et tenu à jour par l'équipe en charge de l'exploitation des installations.

La prescription est respectée.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 13 : Efficacité énergétique**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 3.9

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, Efficacité énergétique

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant d'une chaudière mentionnée à l'article R. 224-21 du code de l'environnement fait réaliser un contrôle de l'efficacité énergétique conformément aux articles R. 224-20 à R. 224-41 du code de l'environnement ainsi qu'aux dispositions de l'arrêté du 2 octobre 2009 relatif au contrôle des chaudières dont la puissance nominale est supérieure à 400 kilowatts et inférieure à 20 mégawatts

**Constats :**

L'exploitant a présenté à l'inspection le rapport de vérification de l'efficacité énergétique des installations du site (réf : APAVE - 134673753-001-1). Le rapport ne mentionne pas de non-conformités.

La prescription est respectée.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 14 : Classement des installations de combustion**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 06/03/2024, article 1.2

**Thème(s) :** Situation administrative, Classement sous la rubrique 2910

**Prescription contrôlée :**

[...]

Rubrique ICPE	Libellé de la rubrique	Quantité maximale	R é g i m e d e c l a s s e m e n t ( * )
2910-A-2	Combustion  A. Lorsque sont c o n s o m m é s exclusivement, seuls	Chaudières bâtiment n°1 : 1 x 4.8 MW 1 x 5 MW	DC



	<p>ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a) ou au b) i) ou au b) iv) de la définition de la biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique de bois brut relevant du b) v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1, si la puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion (*) est :</p> <p><b>2. Supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW</b></p>	<p>Chaudière bâtiment n°8 : 0.68 MW</p> <p>Chaudière bâtiment n°15 : 0.42 MW</p> <p>Total : 10.9 MW</p>	
--	---	---	--

[...]

#### Constats :

Le site exploite les appareils de combustion suivants :

- Bâtiment 1 : une chaudière principale d'une puissance thermique nominale de 4,8 MW, ainsi qu'une chaudière de secours (« back-up ») d'une puissance thermique nominale de 3,72 MW ;
- Bâtiment 8 : une chaudière d'une puissance thermique nominale de 0,68 MW ;
- Bâtiment 15 : une chaudière d'une puissance thermique nominale de 0,4 MW.

Une erreur figure dans le tableau de nomenclature actuellement en vigueur : la puissance thermique nominale de la chaudière de secours du bâtiment 1 y est indiquée à 5 MW, alors que sa

thermique nominale de la chaudière de secours du bâtiment 1 y est indiquée à 5 MW, alors que sa puissance réelle est de 3,72 MW.

En conséquence, la puissance thermique totale installée sur le site s'élève à 9,6 MW, et non à 10,9 MW comme mentionné dans le tableau précité.

Cette erreur sera prise en compte et corrigée lors de la prochaine mise à jour de l'arrêté préfectoral encadrant l'exploitation du site.

**Type de suites proposées :** Sans suite